



Thierry Moers et Filip Peers,
les secrétaires nationaux

AGRESSIONS DANS LES TRAINS



cheminots@cgsps.be

www.cheminots.be

 Parole de cheminots

AGRESSIONS DANS LES TRAINS : LA CGSP-ACOD OBTIENT DU PERSONNEL DE SÉCURITÉ SUPPLÉMENTAIRE



A la suite de la recrudescence du nombre d'agressions ces dernières semaines, la CGSP-ACOD a multiplié ses interventions au niveau local (notamment dans le cadre des arrêts de travail émotionnels à Courtrai, Mol, Liège, Welkenraedt et Bruxelles) et au niveau national (dans le cadre des réunions paritaires : GT anti-agression, Comité d'entreprise PPT, SCPN,...).

Le 8 février, la CGSP a introduit auprès de HR-Rail une demande d'activation de la procédure « de sonnette d'alarme ». Cette procédure constitue la dernière étape avant le dépôt d'un préavis de grève.

Le 16 février s'est tenue une réunion de conciliation avec la direction dans ce cadre. Lors de cette réunion, la CGSP-ACOD a introduit toute une série de propositions afin d'améliorer la sécurité dans les trains et les gares.

Notre priorité à ce propos est la présence de personnel dans les trains et les gares. **Lors de la réunion, nous avons argumenté qu'il n'est pas logique qu'il n'y ait que 6 gares en Belgique où il y a des équipes SECURAIL 24h sur 24h.** Qu'il faut renforcer la présence de SECURAIL sur le terrain notamment dans les trains, sur les lignes « à risque » et dans les gares. Certaines gares qui sont dans le top 10 du nombre des appels pour agressions physiques n'ont pas de présence SECURAIL après 22h !



A la suite de notre intervention, la direction s'est engagée à recruter en 2023, **50 agents SECURAIL supplémentaires** en plus des 100 recrutements déjà prévus. A ce propos, nous avons insisté sur le fait que l'augmentation de l'effectif de SECURAIL ne pouvait pas se faire au détriment d'autres catégories de personnel opérationnel. ► La direction a confirmé qu'il n'est pas question de diminuer les recrutements du personnel opérationnel.

Le dirigeant B-PT3 (SECURAIL) a expliqué que la présence de SECURAIL sur le terrain est déjà renforcée. Ainsi, il y a une présence 24h sur 24h dans les 3 principales gares de Bruxelles. Des contrôles « upfront » (il s'agit de contrôles par des agents SECURAIL pour vérifier avant l'embarquement que les voyageurs ont un titre de transport) sont planifiés pour toute une série de trains « à risque ». De nouvelles actions sont également prévues avec la police sur des trains/lignes « à risque ». Une attention particulière est accordée aux trains BENELUX et trains vers Maastricht. Sur la ligne vers Maastricht, une présence de personnel de sécurité de la NS a été demandée.



Nous avons également insisté sur la présence de deux accompagnateurs de train dans les trains « difficiles ». A la suite du manque de personnel, le deuxième accompagnateur est souvent retiré, pour assurer un train comme chef de bord.

A ce propos, la direction nous assure que la situation au niveau du personnel va s'améliorer avant les congés d'été. 355 recrutements d'accompagnateurs de train sont prévus pour 2023. Les recrutements avancent bien. A terme, le deuxième accompagnateur de train sera à nouveau aligné comme prévu.

► La direction s'engage également à maintenir les services plantons.



Pour l'immédiat et compte tenu du manque de personnel, la direction s'engage à faire le maximum pour maintenir le deuxième agent sur les trains « difficiles ». La liste de ces trains sera discutée avec les délégués CPPT (comité sécurité hygiène) locaux et l'alignement d'un deuxième accompagnateur dans ces trains sera suivi au CPPT avec vos délégués syndicaux.

Nous insistons également sur le redéploiement des équipes TICO (équipes spéciales de contrôle, 50 agents). ► La direction préfère donner jusqu'au 1er janvier 2024 la priorité à l'octroi des CX/RX, les formations, visites médicales etc...

Un autre point que nous avons soulevé est l'amélioration de la communication et de la collaboration entre les accompagnateurs de train et SECURAIL. A ce propos, nous avons proposé qu'il y ait des réunions au niveau local (dans le cadre des CPPT par exemple) entre les délégués de l'accompagnement et le responsable de SECURAIL.

► La direction accueille cette idée positivement. Elle explique que, pour l'instant, il y a déjà des réunions tous les 15 jours avec tous les responsables locaux des directions SNCB à propos de la problématique des agressions.



Les formations anti-agression seront actualisées et vont reprendre.

Nous demandons à la direction d'intervenir au niveau politique afin de renforcer la collaboration avec la police et de formaliser le rôle de SECURAIL. A ce propos, nous déplorons la diminution de l'effectif et de la présence de la police des chemins de fer. Ceci oblige la SNCB à faire appel aux polices locales. Pour ce faire, elle doit contacter et se coordonner avec le chef de police/bourgmestre des communes concernées. Ce qui complique les choses...



Pour terminer, nous demandons que le GT anti-agression se réunisse chaque mois au lieu de chaque trimestre afin de continuer à suivre la situation de près.

► La direction répond favorablement à cette demande.

Nous soulevons déjà quelques points qui devraient être discutés rapidement :

- L'amélioration de la communication interne qui permettra au personnel de mieux informer les voyageurs. Le manque d'information génère parfois des frustrations et de l'agressivité. La restructuration « RTTM » avec la centralisation de la gestion des incidents, et le manque de personnel n'ont pas amélioré la situation. Que du contraire. Nous aurons une réunion d'évaluation à ce propos au mois de mars.

- Les accompagnateurs de train nous indiquent que les programmes pour signaler une agression ou un train « à risque » sont assez lents. Nous demandons qu'ils soient améliorés.

Des réunions avec la direction BMS pour discuter du tarif bord et de la suppression du paiement en espèces dans les trains et avec la direction BPT à propos de l'allocation de vente payée aux accompagnateurs de train sont programmées.

Etant donné que la direction répond favorablement à nos principales revendications et s'engage notamment à renforcer la présence de SECURAIL sur le terrain, nous pouvons être satisfaits de cette réunion, qui a apporté des solutions concrètes pour diminuer l'insécurité dans les trains et les gares.

Nous continuerons à suivre attentivement la mise en applications de ces mesures.